

3 novembre 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le Sommet du G20 et sur la crise dans la Zone euro, à Cannes le 3 novembre 2011.

LE PRESIDENT -- Mesdames et messieurs, juste quelques minutes pour vous rendre compte, naturellement, de l'évolution des travaux et faciliter votre travail.

Le G20 a beaucoup travaillé sur la situation économique, si j'avais à qualifier l'atmosphère je dirais qu'elle était grave avec une grande volonté d'unité et d'entraide et une crainte d'un ralentissement de la croissance qui n'affecterait pas que le monde développé.

Face à cette crainte, l'ensemble des membres du G20 a témoigné d'une volonté de mieux coordonner les politiques économiques, ce qui ne signifie pas que les membres du G20 doivent avoir la même politique économique partout. Certains pays doivent poursuivre leur consolidation budgétaire, d'autres pourront faire jouer les stabilisateurs automatiques, voire prendre des mesures supplémentaires. Enfin, les pays avec un surplus de balance des paiements doivent consommer plus. Je dois dire, parlant sous le contrôle d'Alain Juppé et de François Baroin, qu'il y a une bonne atmosphère, on va travailler beaucoup cette nuit bien-sûr, sur la rédaction du communiqué final, mais les pays ayant un excédent témoignent d'une volonté d'aide à la relance de la croissance mondiale.

Il est vrai, et je ne vous le cacherai pas, que l'essentiel des débats fut consacré à la zone euro. Avec la Chancelière Merkel, nous avons rendu compte de la réunion du 27 octobre, nous avons indiqué la volonté européenne d'aller très vite dans la mise en uvre du FESF et à ce titre, il y a eu une réunion cet après-midi de François Baroin, de Wolfgang Schäuble, de Monsieur Tremonti, du commissaire Olli Rehn, de façon à préparer le travail pour une mise en place à très bref délai du fonds. Et le secrétaire d'Etat au Trésor était également dans la réunion.

S'agissant de la Grèce, je dirais simplement que les choses progressent, que nous suivons bien-sûr la situation avec beaucoup d'attention. Je crois pouvoir dire que le message qui a été adressé à l'ensemble de la classe politique grecque hier, par l'Allemagne et la France, a facilité une prise de conscience qui, si elle devait se confirmer, serait saluée unanimement par tout le monde.

Nous avons entendu également le rapport de Bill Gates sur le développement et le rapport de Tijani Thiam. Monsieur Gates comme Monsieur Thiam ont fait un travail absolument remarquable. La présidence française a dit de la façon la plus claire que les pays les plus pauvres ne pouvaient pas être les victimes deux fois de la crise. Une fois parce qu'ils souffraient de la crise comme les autres et une autre fois parce que les déficits des budgets des pays développés empêcheraient de satisfaire aux obligations du financement public. Il fallait donc aller vers les financements innovants.

La France a plaidé une nouvelle fois pour la mise en place d'une taxe sur les transactions financières dont je suis persuadé qu'elle est techniquement possible -- la commission ayant fait un excellent travail sur le sujet - £ qu'elle est financièrement indispensable compte tenu de la crise £ et qu'elle est moralement absolument incontournable.

Inutile de vous dire qu'il n'y a pas consensus, certains pays y sont très opposés. Nous avons noté quand même avec une grande satisfaction les déclarations de la Présidente brésilienne et de la Présidente argentine indiquant qu'elles n'avaient aucune opposition au principe de la taxe et qu'elles étaient très ouvertes sur le sujet. Nous allons donc continuer les contacts pour constituer un groupe de pays leaders en la matière.

Enfin, plaçant du commerce mondial, tous les pays ont indiqué... et ce ne vous étonnera pas

Enfin, s'agissant du commerce mondial, tous les pays ont indiqué -- et ça ne vous étonnera pas -- que le protectionnisme n'était en aucun cas la solution, qu'il fallait promouvoir la liberté des échanges, mais qu'il fallait changer de méthode, qu'on n'était pas obligés de rester dans la même stratégie qui aboutissait depuis des années au même échec. Et donc nous allons poser les bases d'une nouvelle méthode pour renforcer les instances multilatérales pour proposer de nouveaux sujets de discussions et pour protéger les pays les plus pauvres qui ont besoin de la liberté du commerce pour l'exportation de leurs produits.

Voilà, Mesdames et Messieurs, si vous aviez quelques questions, j'essaierais d'y répondre.

QUESTION -- Monsieur, ce qui s'est passé aujourd'hui en Grèce, après l'intervention qui a été la vôtre et celle de Madame Merkel, est-ce que cela ne justifierait pas finalement « a posteriori » que l'Europe, désormais, adopte des sanctions préalables, vis-à-vis de tous les pays qui ne respectent pas les déficits. Les Allemands le demandent. Est-ce que tout ce spectacle auquel on assiste ces derniers mois et qui montrent la difficulté que vous avez à faire entrer dans les clous les pays qui sont extrêmement endettés, ne justifierait pas finalement que l'Europe passe à un autre stade ?

LE PRESIDENT -- Ecoutez, je crois me souvenir que s'agissant des sanctions, la France en a parlé au même titre que l'Allemagne. Je crois même avoir été l'un des premiers à évoquer la question de la suspension des droits de vote, cela avait fait polémique à l'époque. Je ne le dis pas que c'est la solution d'ailleurs, je ne dis pas, mais c'est pour illustrer. Naturellement, il n'y a pas de règle sans possibilité de sanctionner en cas de non-respect des règles.

Qu'est-ce qui s'est passé ? Tout le monde sait bien ce qui s'est passé. Des pays sont rentrés dans la zone euro et n'y étaient pas prêts. On a décidé d'une monnaie unique avant de mettre en place un gouvernement économique et une convergence. Et enfin, comme si tout ceci ne suffisait pas, on a distendu le pacte alors qu'il y avait déjà tous les problèmes, je dirais liés à la naissance de l'euro. Mais ça, c'est le passé. De toute manière, on peut discourir à perte de vue sur le sujet, nous avons un problème à régler.

Le problème est très simple aujourd'hui : l'euro, c'est le cur de l'Europe. Et l'Europe, c'est le cur de la politique française. Nous ne pouvons pas accepter l'explosion de l'euro qui signifierait l'explosion de l'Europe. Le problème doit être posé de cette façon et pas d'une autre. Si l'euro est le cur de l'Europe, l'explosion de l'euro ferait exploser l'Europe. Or l'Europe, c'est la garantie de la paix sur le continent où l'on s'est comportés de la façon la plus brutale et la plus violente de tous les continents du monde, non pas au XVème siècle, mais au XXème siècle. Et il est parfaitement normal que deux pays fondateurs de l'Europe et les deux premières économies européennes montent en première ligne pour défendre un acquis européen qui nous a été légué par nos prédécesseurs. La question de la crise de l'euro est sans doute l'une des plus importantes crises qu'ait connue l'Europe - et pas simplement l'euro, l'Europe - depuis sa création.

Il fallait trouver une solution, cette solution, c'est un discours clair, un discours ouvert, mais un discours ferme. L'euro implique des obligations, des droits bien-sûr, et des obligations pour tous ceux qui participent. Il y a une solidarité de tous les membres de la zone euro à l'égard de tous les autres, mais pour peu qu'un minimum de règles communes soit respecté. C'est ce que nous avons voulu rappeler hier avec la Chancelière et je suis très heureux qu'il se trouve suffisamment de responsables politiques en Grèce pour avoir compris ce message et se hisser au-dessus des intérêts partisans pour parler de l'intérêt national, car nous avons toujours dit -- et c'était bien clair entre nous - que nous souhaitions que la Grèce reste dans l'euro, mais que nous ne pouvions pas le souhaiter si eux-mêmes ne le souhaitaient pas.

Alors nous avons d'autres problèmes à traiter, nous nous en occuperons encore après le dîner car il faut absolument que la zone euro envoie au monde entier un message de crédibilité. Quand nous prenons une décision, elle doit être appliquée. Quand nous fixons une règle, elle doit être respectée. Voilà. Dans des délais brefs et de façon ferme. C'est le message que nous avons voulu indiquer et c'est la position qui fonde vraiment l'axe entre l'Allemagne et la France qui a une parfaite identité de vues sur tous ces sujets et cet axe, la solidité de cette alliance entre l'Allemagne et la France, en quelque sorte, c'est la colonne vertébrale de la zone euro. Et sur les effets de levier du fonds, sur l'élargissement des capacités du fonds, sur la politique économique,

sur la réforme des institutions de la zone euro, notre identité de vues est totale et je voudrais dire que ce n'est pas simplement un accord naturellement entre la Chancelière Merkel et moi-même, mais c'est aussi une identité de vue totale entre Monsieur Schäuble et Monsieur Baroin, Alain Juppé, Madame Merkel et moi.

Voilà, vraiment, on a géré absolument toutes les questions qui se trouvent posées. Et un dernier détail, quand il s'est agi de la taxe sur les transactions financières, la Chancelière a souhaité prendre la parole pour dire à quel point elle soutenait ce projet. Alors je ne dis pas du tout qu'on est sorti d'affaire, que les choses sont faciles. Je dis qu'il y a une ligne et que cette ligne sera tenue. Voilà. La question est la crédibilité.

Peut-être une ou deux dernières questions...

QUESTION -- Monsieur le Président, considérez-vous que les messages politiques qui sont venus de la Grèce aujourd'hui, vous donnent les assurances que ce pays va vraiment mettre en œuvre le plan du 27 octobre et d'autre part, comment les choses se sont-elles déroulées ce matin avec Monsieur Berlusconi dans la mesure où l'Italie semble avoir du mal également à mettre en œuvre les mesures qui lui sont demandées ?

LE PRÉSIDENT -- Je n'ai pas à m'insérer dans le débat politique grec qui est bien assez compliqué comme cela. Je dirais simplement que nous avons vu avec beaucoup d'intérêt la déclaration du leader de l'opposition en Grèce indiquant son soutien au plan du 27 octobre -- c'est un élément extrêmement important que je veux saluer parce que c'est courageux et c'est responsable -- et par ailleurs la déclaration du Premier ministre Papandreou indiquant que le référendum n'était pas une fin en soi, que c'était un moyen mais que si l'opposition se ralliait au plan du 27 septembre, ce n'était pas forcément utile, c'est une déclaration d'Etat, c'est une déclaration intéressante.

Pour le reste, je le répète, la Grèce, c'est un pays indépendant, c'est un pays libre. Les Grecs se sont libérés de la dictature par eux-mêmes, moi, j'ai de l'admiration pour les Grecs et la Grèce, j'ai des liens familiaux très anciens et je ne veux en aucun cas que nous puissions donner le sentiment de nous insérer dans la vie politique.

En revanche, s'agissant de la défense de l'euro et de la défense de l'Europe, c'était notre devoir. La ligne rouge pour nous, elle est très simple. Les pays s'administrent librement mais l'euro et l'Europe, c'est notre patrimoine et cela doit être défendu. Voilà jusqu'où nous pouvons aller, jusqu'où nous irons. Nous n'irons pas plus loin mais s'agissant de la défense de l'Europe et de l'euro, oui, nous ferons notre travail.

Sur l'Italie, nous avons entendu, il y avait Monsieur Tremonti, Monsieur Juppé, Monsieur Baroin, Madame Lagarde, le Président de la Commission, le Président du Conseil européen. D'abord, je veux dire ma confiance dans l'économie italienne qui est une des économies les plus fortes du monde, c'est la 3<sup>ème</sup> économie d'Europe, c'est peut-être la 7<sup>ème</sup> ou 8<sup>ème</sup> économie du monde. L'Italie, c'était une tradition d'entrepreneurs absolument remarquable.

Le Président Berlusconi nous a indiqué quels avaient été les résultats de la réunion du gouvernement. Nous en avons pris note avec intérêt mais lui-même voit bien, avec l'expérience qui est la sienne, que la question n'est pas tant le contenu du paquet, que : est-ce que ce paquet sera mis en œuvre ? Et c'est là-dessus qu'il nous faut travailler. Et c'est là-dessus qu'avec les autorités italiennes, nous sommes en train de travailler. Le message que nous devons envoyer, c'est un message de crédibilité. La zone euro est décidée à se prendre en main, à faire son devoir et à mettre en place une politique jusqu'au bout. Cela concerne tout le monde, cela concerne bien-sûr la France, l'Allemagne. Nous aurons l'occasion dans les jours, les semaines qui viennent de prendre d'autres décisions. Le Premier ministre François Fillon en a parlé. Il n'y a pas d'un côté des pays qui n'ont absolument aucun problème et d'autres pays qui ont tous les problèmes. Nous sommes ensemble, il faut réagir maintenant et si les réunions d'hier avaient cet intérêt, c'est peut-être une forme d'électrochoc positif pour que tout ceci aille dans le bon ordre.

QUESTION -- Une question sur le FESF puisque, on l'a compris, il y a la crédibilité des Etats et la crédibilité de ce fonds, est-ce qu'au moment où justement l'Italie a de plus en plus de mal à emprunter -- on a vu des taux d'intérêt au-delà de 6% - est-ce que ce fonds sera suffisamment

puissant ? Est-ce qu'il va fonctionner comme un assureur de crédits et est-ce qu'il pourra aider notamment l'Italie à emprunter quand elle sera en difficulté ?

LE PRESIDENT -- Je ne peux pas rentrer dans le détail de la conversation mais c'est tout l'objet des discussions que nous avons en ce moment entre Européens, je veux dire les Etats et entre Européens, je veux dire les Institutions au sens large et également avec d'autres institutions, je pense au FMI et d'autres pays, je pense aux Etats-Unis et à d'autres partenaires disponibles pour soutenir la zone euro et porter un message de confiance sur l'euro. Ce sont l'ensemble de ces discussions qui je l'espère, aboutiront à des décisions qui nous permettront de vous préciser la mise en place technique du fonds. Ce n'est pas que je ne veuille pas vous expliquer, je suis sûr d'ailleurs que vous savez tout, mais il faut mettre d'accord beaucoup de gens et nous avons la préoccupation de faire quelque chose de crédible, d'ambitieux et de rapide. C'est exactement là-dessus que nous travaillons et je peux vous dire quand même que les points de vue se rapprochent entre Européens et entre les Européens et leurs alliés.

Merci infiniment.